

HAUTES-PYRÉNÉES MAG

LE MAGAZINE DU DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

#04

NOVEMBRE
2019



ARGELÈS-GAZOST

MAGALI DU RSA À L'EMPLOI

HA-PY ACTIFS

Un tremplin
vers l'emploi

CLAUSES SOCIALES

L'insertion
sur les chantiers

Une publication de :





Tirage : 120 000 exemplaires - ISSN 2610-2951
Directrice de la publication : **Chantal Bayet** - Directeur de la communication : **Baptiste Maurel**
Rédaction : **Julien Courdesses** - Mise en page : **Laurent Gaits, Frédéric Metzgé**
Crédit photos : **Julien Courdesses, Laurent Gaits, Pierre Meyer**

Ce magazine est également disponible en version numérique sur le site hautespyrenees.fr

En couverture :
Magali, 31 ans, qui a bénéficié d'un accompagnement du Département pour retrouver un emploi. Photographiée par Pierre Meyer, photographe à Argelès-Gazost, au Col de Couraducque.

Imprimerie : IMAYE GRAPHIC
imprimé sur du papier provenant de forêts gérées durablement.



f Département des hautes-pyrénées

+ Plus d'infos sur hautespyrenees.fr

Je ne peux pas me résoudre à laisser les personnes dans la dépendance de l'assistance.

La priorité c'est l'emploi.

Michel PÉLIEU
Président du Département des Hautes-Pyrénées



Depuis deux ans, le Département a entrepris une véritable refonte de sa politique sociale, en mettant notamment l'accent sur l'emploi, pourquoi un tel choix ?

Parce que je ne peux pas me résoudre à laisser les personnes dans la dépendance de l'assistance. C'est avant tout une question de dignité pour elles, mais aussi d'efficacité pour la collectivité et la société.

La priorité c'est l'emploi parce que c'est par le travail qu'on peut sortir de la vulnérabilité matérielle, et de la solitude et l'isolement qui vont malheureusement avec. Les témoignages recueillis pour ce magazine le démontrent amplement.

La loi nous a confié la gestion du RSA pour lutter contre la précarité. Mais la réponse à apporter à la précarité ne peut pas se satisfaire du versement d'allocations, il faut aller au-delà. Il faut tout mettre en œuvre pour permettre aux personnes fragilisées de trouver le chemin de l'emploi. C'est aussi comme ça qu'elles reprendront une place dans la vie sociale.

Un dispositif illustre bien cet état d'esprit, c'est Ha-Py Actifs, en quoi consiste-t-il ?

C'est un dispositif totalement innovant, inventé par le Département des Hautes-Pyrénées, pour réaffecter le financement de l'inactivité au financement des emplois.

C'est-à-dire que l'allocation du RSA n'est plus versée au demandeur d'emploi, mais à un employeur comme une aide à l'embauche. Au final, le bénéficiaire du RSA touche un véritable salaire (et pas une allocation) et il exerce une activité professionnelle en contrepartie de son salaire.

Grâce à ce dispositif nous avons pu concrétiser 100 retours à l'emploi.

Le Département a-t-il mis en place d'autres actions pour aider les personnes à trouver ou retrouver un emploi ?

Bien-sûr. Notre volonté de prioriser le retour à l'emploi s'est traduite par une série d'actions concrètes avec des résultats concrets. Sur certaines actions nous agissons seul, sur d'autres

nous intervenons avec d'autres partenaires qui se mobilisent aussi au service des plus fragiles.

C'est le cas notamment de la SHEM (Société hydroélectrique du Midi) avec qui nous portons le dispositif « J'entreprends Ha-Py » qui favorise le retour à l'emploi par la création d'entreprise.

Il y a également la Chambre des Métiers et Orange avec qui nous avons lancé une formation aux métiers de la fibre optique dans le cadre du grand chantier du déploiement de la fibre à domicile dans tout le département.

Je citerais enfin Cap-Parrainage, notre réseau de parrains en entreprise qui accompagnent des chercheurs d'emploi, un réseau qui se montre toujours très actif et très efficace. ●

Michel PÉLIEU

Président du Département des Hautes-Pyrénées



TRANSFORMER LE RSA EN EMPLOI

Ha-Py Actifs est le nom d'un dispositif de retour à l'emploi original initié par le Département des Hautes-Pyrénées. Une manière plus efficace d'utiliser le Revenu de Solidarité Active (RSA).

Grâce à ce dispositif, le bénéficiaire du RSA est recruté par une entreprise, une association ou une collectivité, avec un salaire complet qui rémunère une véritable activité professionnelle. De son côté, l'employeur bénéficie d'un coup de pouce du Département pour payer son nouveau salarié.

Pour une société du secteur privé, le Département verse ainsi une aide égale à 32,5 % du salaire brut plafonné au SMIC pour une durée de travail hebdomadaire comprise entre 20 h et 35 h. Dans le secteur public et associatif, le montant de l'aide atteint 50 % et peut être majoré dans certains cas ●

“ Le travail que j'ai actuellement me plaît énormément. **Trouver quelque chose qui vous motive et qui vous donne envie de vous lever le matin ça fait du bien.** Et quand quelque chose vous plaît vous avez envie d'y rester. ”

Thierry LARCADE
Agent de chenil à la SPA 65

+ **HA-PY ACTIFS**

Un dispositif d'aide au retour à l'emploi créé par le Département des Hautes-Pyrénées.
Il permet de verser une aide égale au RSA à un employeur en échange d'un contrat de travail.

UNE JOURNÉE AVEC THIERRY AGENT DE CHENIL

Au refuge de la SPA d'Azereix, les matinées sont plutôt bruyantes. Dans leurs enclos, chiens et chats attendent avec impatience l'arrivée de Thierry. L'homme de 50 ans n'est pas du genre à se plaindre des aboiements. Et pour cause, il commence désormais ses journées ici : sur son nouveau lieu de travail.



« Le matin c'est nettoyage des box, précise-t-il. C'est le balayage, le jet d'eau, le ramassage des gamelles. Ça prend bien toute une matinée ». De manière plus générale, le rôle de Thierry au sein du refuge consiste à veiller au bien-être animal. Et en la matière, l'homme a de l'expérience.

Éducateur canin de formation, une profession qu'il exerce toujours en tant qu'autoentrepreneur, Thierry avait du mal à trouver du travail.

Après presque deux ans de recherches, il s'est tourné vers la SPA d'Azereix pour un contrat de 12 mois.

« Étant au RSA, ma référente qui travaille à la Maison Départementale de Solidarité de Vic, m'a trouvé cet emploi. J'ai postulé et après une période d'essai j'ai été embauché. »

Derrière le retour à l'emploi de Thierry se cache un dispositif original lancé par le Département des Hautes-Pyrénées : Ha-Py Actifs.

Grâce à ce système, l'allocation du RSA n'est plus versée au demandeur d'emploi mais à un employeur. Ce dernier s'engage en retour à embaucher le bénéficiaire du RSA.

« On a agrandi le chenil et on avait besoin de personnes supplémentaires, explique Martine Nonnin, Présidente de la SPA 65. Pour cet emploi aidé, le Département nous verse directement un montant égal à 60 % du SMIC. L'avantage c'est que l'on peut se permettre d'avoir un employé à 30 heures alors que l'on n'aurait pu accorder que 20 heures ou 15 heures normalement. »

Au milieu des animaux, Thierry se verrait bien continuer son chemin au refuge, à prendre soin de ses nouveaux compagnons. ●

100

**C'est le nombre de
contrats Ha-Py Actifs signés**
depuis le lancement du dispositif.
Un chiffre en progression constante.

DU RSA À LA CRÉATION D'ACTIVITÉ

Il y a des coïncidences qui font naître de belles histoires. Celle de Sobha a commencé un jour alors qu'elle accompagnait une amie à la Maison Départementale de Solidarité de Lourdes.

« À ce moment-là je n'exerçais pas d'activité, j'étais au RSA, et puis j'ai découvert le programme J'entreprends HaPy. J'ai posé ma candidature, presque sur un coup de tête, et puis j'ai intégré la première promotion ».

Première dans un territoire rural, le dispositif J'entreprends HaPy associe le Département, la Société Hydroélectrique du Midi (SHEM) et l'association la Maison pour rebondir. À l'image de Sobha, 16 autres personnes ont bénéficié pendant un an d'un accompagnement, à la fois collectif et individualisé, avec un objectif : retrouver le chemin de l'emploi en créant leur propre activité.



+ J'ENTREPRENDS HAPY
Un accompagnement collectif et personnalisé permettant à des personnes sans emploi de créer leur propre activité.

« Il y a un an je n'avais rien. **Quand je vois le chemin parcouru depuis je suis fière.** Il y a même des fois où je me demande si c'est moi. »

Sobha REETOO
Créatrice d'entreprise

Des séances de coaching aux ateliers thématiques en passant par la mise en réseau avec des professionnels - juristes, comptables, commerciaux - la formation fut particulièrement dense.

« On nous a appris à monter un projet et gérer une affaire de A à Z. On se réunissait deux fois par semaine. Le plus dur pour moi a été de maîtriser toute la partie comptable et bud-

gétaire, confie Sobha. *Ma spécialité à la base, c'est la cuisine !* »

Une spécialité qui est aujourd'hui devenue son travail. À l'issue du programme J'entreprends HaPy, Sobha s'est lancée dans l'acquisition d'un petit local, en plein centre-ville de Lourdes où elle ouvrira bientôt son restaurant « Les Délices Mauriciens », dédié à la cuisine de son île d'origine.

« Tout est prêt indique-t-elle, les papiers, les autorisations, et surtout la carte des plats ! Il ne me reste plus qu'à signer l'acte d'achat qui sera bientôt finalisé ».

Grâce au programme J'entreprends HaPy, et surtout grâce à la motivation des candidats sélectionnés, 12 nouvelles activités ont vu le jour sur le département. 12 projets concrétisés

par des personnes éloignées de l'emploi.

« Il y a un an je n'avais rien, conclue Sobha. Quand je vois le chemin parcouru depuis je suis fière. Il y a même des fois où je me demande si c'est moi, rit-elle. Je regarde mon local et je me dis, waouh, j'y suis arrivée. » ●



« Chef de file en matière sociale, le Département des Hautes-Pyrénées innove depuis des années avec des réponses nouvelles pour aider nos concitoyens les plus fragiles.

Nous avons décidé de dépasser le seul aspect de « guichet » pour une véritable politique proactive d'insertion sociale par l'emploi.

Virginie Siani-Wembou
Vice-Présidente chargée de l'Insertion



« Le Département, dans l'action sociale qu'il mène auprès des personnes en difficultés, s'attache à réunir autour de lui toutes les forces vives, toutes les parties prenantes concernées par ce sujet aussi vaste qu'essentiel du retour à l'emploi. »

Joëlle Abadie
Présidente de la Commission « Solidarités Sociales »

À TRAVERS LEURS **EXPÉRIENCES...**

Quand on recherche un emploi, chaque parcours est différent. Pour aider chacun à trouver sa voie, le Département mobilise de nombreux partenaires : collectivités, associations, organismes spécialisés... Les allocataires du RSA, en fonction de leur situation et de leurs besoins, sont orientés vers le dispositif qui leur convient le mieux. Découvrez les parcours, tous différents, de cinq d'entre eux.



DAMIEN

43 ans, ouvrier en espaces verts

J'ai quitté les Hautes-Pyrénées en 2001 pour revenir il y a 4 ans. Sans activité, j'ai touché le RSA. Je me suis vite inscrit chez B2i, une agence d'intérim, partenaire du Département. Toute ma vie j'ai toujours travaillé. Auparavant j'avais effectué un apprentissage en charpente. Cela m'a permis d'accéder à des contrats dans le bâtiment notamment à Tarbes et Lannemezan. L'avantage de B2i c'était les chantiers d'insertion, des gros chantiers qui peuvent durer de un à deux ans.

A la fin des contrats, j'ai cherché un emploi dans les espaces verts. Une idée que j'ai toujours gardée en tête. On a retravaillé le CV avec l'agence puis une offre d'ouvrier en espaces verts est apparue. Je me suis rendu moi-même à l'entreprise et deux jours plus tard le directeur me rappelait pour un CDD.

Après avoir enchaîné deux contrats j'ai signé un CDI en juillet dernier. Le travail pour moi c'est vital. Je ne peux pas vivre du RSA. J'ai toujours travaillé, voulu être actif. C'est un confort de vie. Et avec le CDI c'est une pression en moins. Quand on se lève le matin on est plus tranquille.

LES CLAUSES SOCIALES D'INSERTION

Elles permettent aux allocataires du RSA d'effectuer des heures de travail sur les chantiers de construction commandés par le Département et les collectivités locales.



MARIE-PAULE

50 ans, infirmière

En 2015 j'ai obtenu le diplôme d'infirmière. Mais ma situation personnelle était compliquée et je n'ai pas pu exercer immédiatement. J'ai alors touché le RSA. J'avais perdu toute confiance en moi. J'étais bloquée, j'allais aux entretiens la boule au ventre. Le Département m'a fait bénéficier d'un accompagnement personnalisé par l'agence FACE. Cet accompagnement a été décisif.

La responsable de l'agence s'est montrée très à l'écoute, ne m'a pas jugée et a pris le temps qu'il fallait. Je la retrouvais régulièrement, on a simulé des entretiens. J'ai fini par me rendre au forum de l'emploi à Lourdes. J'ai posé ma candidature pour un poste d'infirmière en maison de retraite. Deux jours plus tard j'étais embauchée.

Avec le recul j'ai bien fait d'attendre que la confiance revienne avant de déposer mes candidatures. La responsable de l'agence FACE a été d'une grande aide, elle s'est vraiment adaptée à ma situation. Aujourd'hui tout se passe bien, j'ai un salaire, à nouveau une vie sociale, je suis optimiste pour la suite. Je me reconstruis grâce au travail, à mon grand étonnement !

LA FONDATION AGIR CONTRE L'EXCLUSION (FACE)

La fondation FACE est financée par le Département dans le cadre de ses missions d'accompagnement vers le retour à l'emploi.



CÉDRIC

36 ans, commis de cuisine

ZINNA

48 ans, saisonnière

Je travaille par missions d'intérim, principalement en tant que commis de cuisine et plongeur dans l'hôtellerie. Ma compagne elle vient de décrocher un contrat saisonnier. Avant cela nous étions tous les deux sans emploi.

Nous nous sommes rapprochés de l'agence CRIT de Lourdes, partenaire du Département, où la directrice a vraiment pris le temps de nous orienter, 9 rendez-vous au total, une personne exceptionnelle. Au début elle nous a envoyés sur des petites missions. On s'est tous les deux montrés ponctuels et disponibles, maintenant on enchaîne les intérimis régulièrement. Cela prouve que notre travail est reconnu et apprécié, ça fait plaisir.

Notre situation s'est améliorée, avant on touchait le fond, obligés d'emprunter à droite à gauche. Nous sommes vraiment contents de passer par cette agence. Le personnel vous soutient moralement, maintenant on les croise en ville comme si c'était des amis.

LES AGENCES CRIT

Les agences d'interim CRIT sont financées par le Département dans le cadre de leurs missions d'accompagnement vers le retour à l'emploi.



MAGALI

31 ans, responsable d'une boutique de prêt-à-porter enfants

J'étais à la recherche d'un emploi. Un jour j'ai entendu parler de la fermeture d'une boutique de prêt-à-porter pour enfants. J'aimais bien ce magasin et j'ai voulu reprendre l'affaire. Je n'avais aucune formation dans le milieu commercial. J'étais suivie par le groupe A.CO.R qui m'a aiguillée vers Initiative Pyrénées (structure associée au Département) pour y présenter mon projet.

J'ai participé ensuite à des ateliers où on nous expliquait par exemple comment effectuer les bonnes démarches administratives et quel était le meilleur statut à donner à notre entreprise. Cela m'a vraiment aidé à consolider mon dossier. J'ai appris à gérer des choses que je ne maîtrisais pas du tout avant, surtout concernant la partie comptable et financière. Au final j'ai pu monter une entreprise individuelle en nom propre.

Aujourd'hui je suis contente. L'ancienne clientèle continue de venir à la boutique, j'ai aussi de nouveaux clients, surtout des locaux et quelques vacanciers. J'ai fait rentrer de nouvelles marques, pour les petits accessoires je passe par des commerçants voisins, l'entente est bonne.

INITIATIVE PYRÉNÉES

L'association Initiative Pyrénées reçoit un financement spécifique du Département pour accompagner les allocataires du RSA à la création d'activité.

UN RENSEIGNEMENT ?
CONTACTEZ LE SERVICE INSERTION DU DÉPARTEMENT
05 62 56 73 93

CLAUSES SOCIALES : L'INSERTION SUR LES CHANTIERS

C'est une mesure systématiquement envisagée sur les marchés publics du Département. Les chantiers de construction ou de rénovation lancés par le Département comportent pour la plupart une clause sociale.

Les entreprises titulaires des marchés s'engagent à faire effectuer une partie du travail à réaliser (définie par la nature du travail et le nombre d'heures) par des allocataires du RSA.

Celles-ci permettent à des personnes en difficulté d'y effectuer, au sein des équipes des entreprises intervenantes, des heures de travail dites d'insertion, et de retrouver le chemin de l'emploi.

Les marchés de travaux et de services lancés par le Département, mais aussi par les communes et leurs groupements génèrent ainsi une dynamique positive en stimulant l'activité économique tout en offrant des emplois aux publics en difficulté.

En 2018, les clauses sociales réalisées sur l'ensemble des Hautes-Pyrénées représentent 187 contrats de travail et 82 000 heures d'insertion par le Département. ●



187
contrats de travail
d'insertion réalisés en 2018

82 000
heures
d'insertion sur les chantiers du Département

28
personnes
engagées durablement

YVES PIETTE

LEUR REDONNER CETTE CONFIANCE

Le Département des Hautes-Pyrénées a construit un réseau de parrains composés de cadres, de dirigeants d'entreprises ou d'élus : Cap-parrainage. Bénévoles, ils accompagnent et soutiennent les chercheurs d'emploi dans leurs démarches. Parrain depuis le lancement du dispositif, Yves Piette, Gérant d'un cabinet d'expertise-comptable à Tarbes, a accompagné 3 allocataires dans leur recherche d'emploi.

Pourquoi avez-vous accepté de rejoindre le réseau Cap-Parrainage et de devenir parrain ?

J'ai été contacté dès le lancement du réseau et me suis tout de suite positionné pour devenir parrain.

Je crois que cette initiative de faire appel à des professionnels est excellente. Mettre les demandeurs d'emploi sur le terrain, en présence de recruteurs, leur donne d'abord de l'expérience mais leur permet aussi d'accéder à la vision et l'expérience de l'employeur.

Le fait de se retrouver en contact avec un parrain, lui-même chef d'entreprise, et donc recruteur potentiel, peut leur apporter beaucoup.



Comment s'est passé votre travail avec vos filleuls ?

Je les retrouvais régulièrement. Grâce à une série d'entretiens, nous avons avancé sur les différents projets qui leur tenaient à cœur.

Ce qu'il faut retenir c'est que l'on a souvent affaire à des personnes au chômage depuis longtemps et qui ne croient plus vraiment en leurs capacités. Je l'ai observé dans les trois cas.

La première des choses à faire a été de leur redonner cette confiance, pour leur permettre ensuite de se présenter bien mieux préparés

+ CAP-PARRAINAGE

Un système de parrainage permettant à une personne issue du monde de l'entreprise de soutenir et d'accompagner un chercheur d'emploi dans ses démarches.

devant des employeurs. C'est le point essentiel de la démarche. Il faut leur prouver qu'ils sont capables et qu'ils peuvent repartir.

Il s'agit ensuite de les orienter dans la direction qu'ils souhaitent prendre. Cela dépend du marché de l'emploi bien sûr mais aussi de leur sensibilité pour tel ou tel travail.

Mon premier filleul était pâtisseries de formation et souhaitait se diriger vers la grande distribution. J'ai activé mon réseau puis l'ai mis en contact avec un directeur de grande surface qui cherchait justement à recruter.

La deuxième s'est dirigée vers une activité commerciale, elle a pris contact avec une concession automobile. Je l'ai surtout aidée pour préparer les entretiens.

La troisième sortait d'une activité plus commerciale également mais a choisi de se réorienter vers un poste d'assistante médicale.

 ●

LE RÉSEAU ET L'EXPÉRIENCE

Initiative Pyrénées est une association créée par le Département qui a toujours fait partie du paysage local. « Nous sommes présents dans les clubs d'entreprises, les réseaux bancaires ou d'experts-comptables, les communautés de communes, indique Marie-Laure Néaume, directrice de l'association Initiative Pyrénées. Pas un jour ne passe sans que l'on nous parle d'un projet de reprise ou de création d'activité ».

C'est précisément le cœur du travail d'Initiative Pyrénées : accompagner et surtout aider le financement de nouveaux entrepreneurs.

« Nous faisons du sur-mesure, explique la directrice. D'abord nous analysons le projet du candidat et sa faisabilité. Si le projet paraît viable, nous pouvons le renforcer financièrement, avec par exemple un prêt d'honneur. »

Ainsi, sur les projets accompagnés en 2018, Initiative Pyrénées a octroyé 694 800 € de prêts d'honneur. Une somme à laquelle s'associent 5,4 millions d'euros de prêts bancaires. Soit, au total, un peu plus de 6 millions d'euros injectés dans l'économie du territoire. Côté emploi, ce sont 135 postes qui ont pu être créés ou maintenus.

Qu'ils soient bénéficiaires du RSA ou cadres dans une grande société, l'attention portée aux projets des candidats reste la même.

« On voit de tout, témoigne Marie-Laure Néaume. Des salariés ou des personnes sans emploi qui veulent se lancer en travailleur indépendant et reprendre des commerces. Des cadres qui souhaitent se reconvertir dans l'artisanat. Nous avons accompagné il y a quelques années un ingénieur qui voulait ouvrir une fabrique de gâteaux à la broche. Son affaire marche toujours aujourd'hui ».



Magali a été accompagnée par Initiative Pyrénées dans son projet de reprise de boutique de prêt-à-porter

+ INITIATIVE PYRÉNÉES

Une association qui accompagne tous les porteurs de projets dans la création, la reprise et la croissance d'entreprises.

CONTACTEZ
INITIATIVE PYRÉNÉES :
05 62 56 79 65

“ Nous faisons du sur-mesure, d'abord nous analysons le projet du candidat et sa faisabilité. Si le projet paraît viable, nous pouvons le renforcer financièrement, avec par exemple un prêt d'honneur. ”



Marie-Laure Néaume

Directrice de l'association Initiative Pyrénées

ÉTUDIANTS ENTREPRENEURS : OPÉRATION SÉDUCTION ET ACCOMPAGNEMENT

Initiative Pyrénées agit également pour valoriser l'attractivité du territoire. Dernière action en date, un rapprochement avec l'Enit, l'école d'ingénieurs de Tarbes, pour inciter les jeunes diplômés à entreprendre dans les Hautes-Pyrénées à la fin de leurs études.

GROUPE RESSOURCE : ALLOCATAIRES ET CO-CONSTRUCTEURS



+ LE GROUPE RESSOURCE

Il réunit chaque mois des bénéficiaires du RSA qui échangent des idées pour faire évoluer le Revenu de Solidarité Active.

“ Dans les commissions où je siège, ma parole est réellement prise en compte. Mon avis a autant de poids que celui d'un élu ou d'un responsable. ”

Sadek

Membre du groupe ressource

Ils s'appellent Marc, Hervé, Huguette, Marie, ou encore Philippe... Au total, ils sont une vingtaine de personnes, de tout âge, à composer le Groupe Ressource. Ici, on parle de son quotidien, on échange des idées, le ton est détendu, l'ambiance est studieuse.

Impulsé par la politique volontariste du Département, le Groupe Ressource réunit des allocataires du RSA dans l'objectif d'améliorer le dispositif. Certains membres siègent ainsi volontairement aux côtés de professionnels et d'élus dans toutes les instances et commissions ayant un lien avec le RSA.

« On essaye d'apporter notre expérience en tant qu'allocataires, témoigne Sadek, membre du Groupe. Dans les commissions où je siège, ma parole est réellement prise en compte. Mon avis a autant de poids que celui d'un élu ou d'un responsable. »

En effet, qui mieux que les allocataires du RSA connaît les besoins d'autres allocataires ? Là est toute la pertinence du Groupe Ressource.

« C'est positif dans les deux sens, rajoute Sadek.

« Ça a aussi changé mon image de l'institution. Quand on est en difficulté, on a vite l'impression que le système n'est pas avec toi. Ici c'est complètement différent, on est vraiment dans la co-construction ».

Au-delà de cette participation citoyenne, le Groupe Ressource est aussi un lieu d'échange où chaque membre reprend peu à peu confiance en lui. « Le Groupe m'a apporté énormément, raconte Venera. Il y a 6 ans je n'étais même pas capable de m'exprimer en public. »

Affiches, rédaction de guide, propositions concrètes de politiques sociales, les projets ne manquent pas. Pour sa dixième année d'existence, le bilan du Groupe Ressource est extrêmement positif. ●

Groupe Radical de Gauche et apparentés

Le travail au « cœur »

Celles et ceux qui ont perdu leur emploi ou ne parviennent à en trouver un, savent la place prépondérante que le travail occupe dans nos existences. Au-delà du simple moyen de subsistance, il permet d'être acteur en société. **Le travail est un droit, inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948.** Les progressistes en ont fait une des pierres angulaires du modèle social français, solidaire et fraternel: pensons à la Sécurité Sociale, financée par les cotisations assises sur le travail.

Ainsi, la majorité du Conseil Départemental, derrière le Président PÉLIEU, se mobilise fortement pour déployer une de ses compétences sociales obligatoires: **l'insertion par l'activité professionnelle.** Le Département s'engage en portant des dispositifs spécifiques propres: un réseau de parrains, un nouveau contrat aidé, une incitation à l'intégration de la clause d'insertion sociale...

En matière d'insertion aussi, l'union fait la force. Voilà pourquoi le Département s'unit avec des partenaires associatifs qui portent des chantiers d'insertion, mais également avec des entreprises qui combinent le développement économique et la lutte contre l'exclusion: c'est tout le sens du programme « J'entreprends Ha-Py » initié par la Maison pour Rebondir et la SHEM, qui accompagne des demandeurs d'emploi dans la réalisation de leur projet d'activité.

En matière de lutte contre le chômage, NON, nous n'avons pas encore tout essayé.

Laurent LAGES, Président du Groupe, Louis ARMARY, Josette BOURDEU, Nicole DARRIEUTORT, André FOURCADE, Isabelle LAFOURCADE, Monique LAMON, Jean-Christian PEDEBOY, Michel PÉLIEU, Pascale PERALDI, Bernard POUPLAN, Chantal ROBIN-RODRIGO, Bruno VINUALES

Groupe Socialistes et Apparentés

L'emploi: une réalité, du concret!

À travers son action quotidienne, notre Groupe est profondément attaché à ce que chacune et chacun puisse s'épanouir dans un cadre de vie de qualité, en veillant à travers l'emploi à renforcer le lien social. Cette volonté politique affirmée s'est traduite par la mise en place du projet de développement social du Département, « Solid'Action65 », dans lequel on retrouve une pluralité de dispositifs permettant d'apporter une réponse à un maximum de situations: « Ha-Py Actifs », « J'entreprends Ha-Py », la formation aux métiers de la fibre, « Cap Parrainage » ou encore les heures de clauses sociales dans les chantiers lancés par le Département. Des mesures concrètes, innovantes et dont l'efficacité ne fait que valider ces choix audacieux que nous avons soutenus au sein de la majorité de Gauche du Conseil départemental.

Joëlle ABADIE, Présidente de la Commission « Solidarités Sociales », a porté avec force, compétence et conviction ces dossiers jusque dans les Ministères. Chacun des élus du Groupe, dans son canton, s'attache à travers son rôle de relais à faire vivre ces mesures au plus près des attentes et des préoccupations locales, afin qu'aucun habitant des Hautes-Pyrénées ne se sente laissé de côté.

Vous savez pouvoir compter sur notre engagement, pour l'emploi et pour les Hautes-Pyrénées.

Vos Conseillers départementaux: Joëlle ABADIE (Vallée de l'Arros et des Baises), Christiane AUTIGEON et Jean GUILHAS (Val d'Adour-Rustan-Madiranais), Maryse BEYRIE (Neste-Aure-Louron), Jean GLAVANY et Geneviève ISSON (Aureilhan), Isabelle LOUBRADOU (Moyen Adour).

Groupe Front de Gauche

Notre département a été particulièrement frappé par la désindustrialisation. Des milliers d'emplois perdus depuis 30 ans. Le contexte national de ces dernières années est profondément marqué par ce fléau.

Il est temps d'en finir avec le chômage de masse, avec le chantage patronal aux licenciements. Libérer nos vies de la flexibilité, de la précarité fondamentale du salariat capitaliste.

Mettre fin à l'hémorragie des suppressions d'emplois aux délocalisations, à la dévitalisation du tissu économique et des services publics. Cela implique une autre logique des gestions et d'utilisation de l'argent qui doit devenir efficace socialement et économiquement.

Arrêter des aides publiques inutiles aux entreprises du CAC 40 notamment comme le CICE. A la place réduire le coût des crédits bancaires, avec un fond national, des fonds régionaux appuyés sur un pôle financier public et sur des refinancements à très faible taux par la BCE. Avoir une volonté nationale de pousser à la recherche et à l'innovation débouchant sur la création de vrais emplois.

Un bel exemple à Bazet de l'entreprise Mersen Boostec qui a multiplié ses effectifs ainsi que son chiffre d'affaires. À l'inverse à Lourdes TOUPNOT doit reconstruire et profiter de la situation pour développer son entreprise maintenir tous ses salariés. En Hautes-Pyrénées des efforts sont faits, soulignons le Projet de Territoire, le dispositif HA-PY ACTIFS qui permet une aide importante du département auprès des entreprises. Territoire d'industrie Béarn-Bigorre, doit permettre la création d'emplois industriels nous agirons pour que cela devienne réalité.

Jean BURON, Andrée SOUQUET

Groupe La République En Marche

Le chômage au plus bas: des résultats encourageants mais une vigilance intacte

L'INSEE vient de publier les derniers chiffres du chômage. Avec 8,5 % de la population active en France, soit 2,52 millions de chômeurs, il atteint son plus bas niveau depuis 2009! La France recrée aussi des emplois industriels en 2017, la première fois depuis 17 ans! Ce sont les premiers résultats tangibles des réformes gouvernementales entreprises dès l'été 2017.

Pour autant, il n'est pas question de triomphalisme, en particulier avec une conjoncture mondiale qui reste fortement incertaine. Le gouvernement est résolu à continuer la mobilisation avec la réforme de la formation professionnelle et de l'assurance chômage pour une grande politique intégratrice de l'emploi. L'objectif d'Emmanuel Macron d'un taux de chômage à 7 % à la fin du quinquennat est accessible.

Cette lutte contre le chômage nécessite donc une mobilisation collective de tous les partenaires, sociaux, privés et publics. Parmi ces derniers, le Département des Hautes-Pyrénées prend toute sa part. Alliant l'insertion et l'emploi, la majorité départementale a fait le choix du travail comme pierre angulaire de sa politique de solidarité comme vous pourrez le découvrir dans les pages de ce numéro.

Relais de la politique gouvernementale et forces de proposition au niveau départemental, les élus La République En Marche restent mobilisés dans la bataille pour l'emploi.

Virginie SIANI-WEMBOU, Jacques BRUNE, Frédéric LAVAL et Bernard VERDIER

Groupe Indépendants et Territoires

Le Conseil départemental des Hautes-Pyrénées a fait le choix de mettre en place une politique volontariste en matière d'emploi. Un positionnement que nous ne pouvons que soutenir et dans lequel nous nous investissons pleinement.

Plus largement, nous tenons à mettre en exergue la collaboration efficace qui existe sur notre territoire entre les différents intervenants que sont le Conseil Départemental, l'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées et l'ensemble des communes ainsi que les différentes structures telles qu'Initiatives Pyrénées.

Ensemble, ils œuvrent de concert dans l'intérêt général pour développer un bassin d'emplois et palier ainsi aux prochaines réformes de l'État qui pourraient impacter le budget du département (notamment via l'augmentation éventuelle des bénéficiaires du RSA).



Vos conseillers départementaux:

Catherine VILLEGAS et Georges ASTUGUEVIEILLE - Canton d'Ossun

Andrée DOUBRERE et Gilles CRASPAY - Canton Tarbes 2

Laurence ANCIEN et David LARRAZABAL - Canton Tarbes 3

Groupe Entente Républicaine

Si à PARIS, il suffit de traverser la rue pour trouver un emploi, comme l'a assuré Monsieur le Président de la République, nous devons nous, territoire rural, faire bon nombre de kilomètres pour y accéder. Et c'est exactement ce problème de déplacement, cette mobilité, qui nous handicape, lorsqu'on est sans véhicule, sans trop de moyens, face à un prix de carburant toujours galopant.

Notre Département a dû se réinventer, notamment pour les plus vulnérables. Il a privilégié l'action à l'assistanat comme par exemple le dispositif Ha-Py Actifs. Nous adhérons fortement à cette méthode dynamique.

Nous devons repenser l'accès à l'emploi sur notre territoire et continuer à trouver des actions motivantes, adaptées et satisfaisantes pour remettre en selle les plus éloignés de l'emploi. La mobilité reste un frein essentiel pour un ensemble de Haut-Pyrénéens en recherche d'emploi. Force est de constater que lorsque nous aidons dans ce cadre, avec un engagement personnel, précis et motivé, cette aide s'avère judicieuse: formation, reprise d'emploi.

Nous devons persévérer dans cette ligne de conduite qui donne des résultats. S'il convient parfaitement de chercher des pistes, de conclure des dispositifs comme dernièrement « territoires d'industries » afin de créer de nouveaux emplois, il s'agit pour autant de conserver et en priorité, nos emplois existants, notamment l'usine TOUPNOT à Lourdes qui se bat sans compter. Nous serons par ailleurs vigilants, quant au rapprochement des hôpitaux de Tarbes et Lourdes dans le maintien des effectifs.

Adeline AYELA et José MARTHE, Conseillers départementaux de Lourdes 1

AVEC LE DÉPARTEMENT

LA COMPLÉMENTAIRE SANTÉ

POUR TOUS !



PLUS D'INFORMATIONS :

05 57 81 12 50^(*)

*Prix d'un appel local



sante.hautespyrenees.fr

en partenariat avec

